Assemblée nationale, 29 mars 1790.

Adresse de la femme d'un officier municipal de
Lannion, souscrite de plusieurs autres, demandant
que les femmes soient admises à la prestation du
serment civique

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/1844>

DOI : 10.4000/ahrf.1844

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2000

Pagination : 133

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

« Adresse de la femme d'un officier municipal de Lannion, souscrite de plusieurs autres, demandant que les femmes soient admises à la prestation du serment civique », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 322 | octobre-décembre 2000, mis en ligne le 22 mars 2006, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1844> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1844>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Assemblée nationale, 29 mars 1790.

Adresse de la femme d'un officier municipal de Lannion, souscrite de plusieurs autres, demandant que les femmes soient admises à la prestation du serment civique

- 1 L'Assemblée ordonne l'impression de la lettre dont la teneur suit :
- 2 « Monsieur le Président,
- 3 On ne dit pas un seul mot des femmes dans la Constitution, et j'avoue qu'elles ne sauraient se mêler des affaires publiques cependant, les mères de famille peuvent et doivent être citoyennes quelle sera celle qui n'imitera l'exemple de notre reine, qui a promis d'élever son auguste fils dans les principes de la nouvelle constitution Pénétrée, affectée de cette déclaration patriotique, mère de dix enfants et nourrice du plus jeune, je les ai rassemblés autour de moi et là, en présence de leur aïeule, j'ai juré, à genoux devant Dieu, de les élever dans la fidélité à la nation et au roi. Ma fille aînée a fait le même serment, parce qu'elle est également mère et nourrice. Je serais désolée, Monsieur le Président, que cette action pût déplaire à l'Assemblée nationale. J'ose me flatter au contraire qu'elle voudra bien rendre une ordonnance qui permette aux mères de prêter ce serment solennel devant les officiers municipaux que nous estimerons désormais, parce qu'ils seront choisis par le peuple. Je m'imagine que cette cérémonie respectable rendrait la maternité recommandable, et en inculquerait les devoirs civiques aux premières institutrices des citoyens.
- 4 Si cette idée était admise, je mériterais une grâce, et la voici : Mon dernier enfant et celui de ma fille, encore anonymes, sont nés depuis l'ouverture de l'Assemblée nationale, et je demanderais la permission de faire donner à chacun d'eux pour premier nom celui de Citoyen. Je conviens qu'il est bien beau pour de petits nourrissons : mais

l'Assemblée a autorisé l'armateur d'un navire à lui donner son nom, et je n'en réclame qu'un commun à tout bon Français, à tout membre des communes bretonnes.

5 Je suis avec un profond respect, Monsieur le Président, votre très humble et très obéissante servante.

6 Signé : BRIGENT BAUDOUIN

7 Pour adhésion et présence : Bernard Brigent, Baudouin Grimault. »

8 Dans la discussion qui suit la lecture de la lettre, M.Goupil de Prefelin se prononce pour le serment des femmes. M.Voidel dénonce une « inquisition affreuse ». L'ajournement est mis aux voix et décrété.

BIBLIOGRAPHIE

Archives parlementaires, t.XII, p. 402.